

8 octobre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le rôle de la Banque publique d'investissement, à Saint- Etienne le 8 octobre 2013.

Madame, Messieurs,

Dabord merci pour votre accueil, vos témoignages et également vos attentes à l'égard de la BPI et à l'égard de l'Etat.

Vous me recevez dans un lieu qui est symbolique. Il y a quelques années, ici, c'était une entreprise de défense qui connaissait une crise profonde et qui ne cessait de perdre des emplois. Les élus se battaient d'ailleurs pour que ce déclin puisse être ralenti mais il était, hélas, inexorable.

Il y a encore peu de temps, c'était une friche ici et ceux qui y passaient se demandaient s'il allait se passer un jour quelque chose. L'action collective a permis de réhabiliter ces lieux, de démolir d'autres et de réaliser une performance qui est de mettre à la disposition d'étudiants une université et à la disposition d'entreprises des locaux et des étudiants.

Je pense que c'est un signe d'espoir que vous pouvez donner. Ce qui a été possible ici à Saint-Etienne peut l'être ailleurs.

Saint-Etienne, j'y reviendrai, a connu des épreuves industrielles depuis des décennies et montre que, avec des chefs d'entreprise, avec des élus prêts à les soutenir, avec des instruments, il est possible de diversifier des productions et d'accueillir des entreprises de haute technologie, qui ne sont pas d'ailleurs si différentes - je le soulignais en visitant les ateliers - de celles qui étaient là il y a des décennies, qui étaient à l'époque d'avant-garde, qui usinaient des produits qui étaient, à ce moment-là, regardés comme particulièrement innovants. Mais vous avez, d'une certaine façon, poursuivi la tradition et vous avez complètement changé la nature des fabrications.

La France sort d'une période de stagnation, voire même de récession pour ces derniers mois. Elle entre dans une phase de reprise, fragile, mais réelle. C'est là que nous devons être en avance.

Il y a deux manières de vivre une reprise.

D'attendre que la conjoncture internationale s'améliore, que le rendement aille mieux - ce qui est le cas - et désespérer qu'il y aura un courant d'activités suffisant pour nous mettre dans le courant du fleuve.

Je ne pense pas que ce soit la bonne stratégie. Nous devons sortir plus forts de cette crise que nous y sommes rentrés. A partir de là, si nous voulons que la reprise soit portée à son meilleur niveau, pas simplement pour les prochains mois mais pour les prochaines années, nous avons trois défis à relever.

Le premier, c'est celui de l'investissement. Il n'y aura pas de croissance durable s'il n'y a pas d'investissements durant les prochaines années. Si l'on regarde ce qui s'est produit, hélas, sur la dernière décennie, nous avons eu un déclin de l'investissement. La part de l'investissement dans la richesse nationale n'a pas résisté aux chocs, aux crises.

Or, l'investissement, c'est la clé de la croissance. Mais pas n'importe quel investissement. Il ne suffit pas de décider de consacrer un certain nombre de volumes financiers à du renouvellement de matériels ou à des réalisations d'entreprise. Nous devons faire en sorte que cet investissement aille le plus possible vers l'innovation. C'est d'ailleurs ce que vous avez, ici, plaidé.

Nous avons un autre défi à relever qui est celui de l'exportation. La France connaît, hélas, depuis trop longtemps, dix ans, un déficit structurel de sa balance commerciale. C'est vrai, quand on

trop longtemps - dix ans - un déficit structurel de sa balance commerciale. C'est vrai, quand on enlève l'énergie, c'est moins grave mais cela reste préoccupant. Je cite toujours ces chiffres parce qu'ils sont les plus parlants. L'Allemagne arrive à faire un excédent de son commerce extérieur de 160 milliards deuros et, nous, nous traînons un déficit de 50 à 60 milliards deuros.

L'exportation, c'est ce qui va permettre à une entreprise de bonne taille de devenir une entreprise de taille intermédiaire. C'est ce qui va permettre à l'entreprise de taille intermédiaire de connaître une diversification de ses clients. C'est ce que vous avez démontré vous-mêmes, HEF. Vous me disiez que vous êtes maintenant présents sur 80 pays.

Nous devons vous accompagner dans cet effort d'exportation.

Il peut y avoir une crainte, parfois, lorsqu'une entreprise s'installe sur un marché extérieur. C'est l'idée qu'il va y avoir une délocalisation de l'activité productive. Or, vous en faites la démonstration : vous êtes présents sur des marchés extérieurs, y compris à travers des activités de production, vous soutenez la base territoriale qui est la vôtre, c'est-à-dire ici à Saint-Etienne.

Le troisième défi, après l'innovation, après l'exportation, c'est le financement. Nous avons trop de cas où de belles entreprises qui ont été innovantes, qui ont pu se développer à l'exportation, qui ont été soutenues par l'Etat, par les régions pour un certain nombre de programmes de modernisation, sont ensuite rachetées par des fonds étrangers ou par de grands groupes, faute d'avoir eu l'accompagnement financier nécessaire.

Nous avons trop de cas d'entreprises qui renoncent à se développer non pas faute d'intention ou faute de projets, mais faute de soutien financier. Nous avons également des cas où de belles entreprises, qui peuvent connaître un problème de trésorerie, sont amenées à céder une partie de leur activité parce qu'elles ne peuvent pas faire face à l'adversité.

La BPI est à la fois une institution nouvelle et elle poursuit ce qui avait déjà été engagé. Tout à l'heure, vous parliez de l'ANVAR. L'ANVAR, c'était les grands-parents. Et puis il y a eu les parents, l'OSEO, que vous connaissez bien et qui a longtemps été votre partenaire. Et maintenant, il y a la BPI.

Qu'est-ce qu'elle apporte de plus ? Qu'est-ce qu'elle ajoute sans rien retrancher ?

Un montant de financement que nous ne connaissions pas jusqu'à présent. Une quarantaine de milliards qui peuvent être mis à la disposition des entreprises.

Elle apporte un savoir-faire qui existait déjà mais qui a été encore augmenté. Elle apporte une liaison avec les territoires que nous avons voulu établir, c'est-à-dire que, aujourd'hui, la BPI est représentée dans toutes les régions. Il était donc important que la BPI puisse s'appuyer sur ce que les régions faisaient déjà pour l'accompagnement de nos entreprises et éviter que l'on ait plusieurs guichets et le sentiment qu'il y a plusieurs critères pour aboutir finalement à une contradiction de financement.

La BPI intervient à la fois sur des garanties qui sont précieuses pour aller chercher des financements bancaires, sur des prêts. En l'occurrence HEF, entreprise de référence, a eu 3 millions deuros de prêts pour l'année 2013, qui ont servi sans doute d'effet de levier. La BPI intervient également sous forme de participation en fonds propres, et cela dépend des entreprises, tantôt certaines le souhaitent, tantôt elles ne le souhaitent pas. Cela peut-être utile pour qu'il n'y ait pas, justement, une prédation, un achat subi venant de l'extérieur. Cela renforce l'indépendance des entreprises.

Nous en avons fait le constat depuis 6 mois, puisque finalement c'est en œuvre depuis seulement le début de l'année. Nous avons pu, au-delà des crédits de trésorerie, pour l'avance du Crédit d'impôts compétitivité emploi, accompagner bon nombre de projets. A peu près une trentaine de milliards a pu être mis à disposition.

Que pouvons-nous faire de mieux ? Je ne vais pas m'exprimer à la place de la BPI Mais que pouvons-nous imaginer de mieux par rapport aux trois objectifs que j'ai indiqués ?

Premier objectif sur l'innovation. Il se trouve que cela a été une des premières décisions que j'ai eu à prendre dans le cas du Conseil européen. Nous avons pu convaincre nos partenaires de mettre en œuvre un pacte de croissance, qui a mis d'ailleurs un certain nombre de mois avant d'être effectif. Une part de ce pacte de croissance, c'est la Banque européenne d'investissements qui a pu être dotée et voir augmenter son capital. Il y a eu l'accord qui a été passé entre la BPI et la

Banque européenne d'investissements pour que de nouveaux prêts puissent être dispensés par la BPI, au nom de la Banque européenne d'investissements, et notamment pour les PME. De la même manière, la Banque européenne d'investissements a pu aussi le faire pour les collectivités locales à travers la Caisse des dépôts.

Vraiment, je vous appelle à utiliser pleinement ces ressources et ces moyens. Une de mes surprises, c'est de voir que la France, jusqu'à récemment, n'utilisait pas pleinement les crédits européens quand ils existaient et pas pleinement les dispositions que nous avons pu nous même faire approuver par nos partenaires. Il y a des pays qui sont toujours plus prompts, mais ce ne sont pas les plus pauvres. Je le dis souvent, ceux qui demandent le plus, sont souvent ceux qui ont déjà le plus. Je ne citerai pas de pays pour ne pas me brouiller avec nos voisins, notamment pas loin d'ici. Je pense que nous avons intérêt à faire en sorte que la Banque européenne d'investissements et la BPI travaillent ensemble et c'est le cas.

Deuxième piste, l'exportation. L'objectif de la BPI, c'est d'accompagner chaque année 1 000 entreprises françaises de plus vers l'exportation. Bientôt le gouvernement annoncera un accompagnement au-delà même de la BPI, pour que nous puissions utiliser beaucoup mieux tous nos dispositifs, que nous connaissons déjà, que vous pratiquez, mais qui sont parfois dispersés pour l'accompagnement des entreprises vers l'exportation. Mais là, la BPI pourra mettre en place un prêt de développement à l'exportation.

Enfin, sur les entreprises de taille intermédiaire, il sera créé un fonds commun de placement, c'est-à-dire une collecte de dépense qui permettra ensuite d'apporter un certain nombre de fonds propres aux entreprises, notamment intermédiaires, pour se développer encore davantage. Voilà le sens que nous voulons donner. La BPI, ce n'est pas une banque qui va se substituer aux banques. Ce serait le plus mauvais service et d'abord parce que cela déferait le secteur bancaire de sa responsabilité, ce qu'il ne souhaite pas. La BPI n'est pas non plus un substitut au crédit de l'Etat. Quand l'Etat n'a plus d'argent, il ira se tourner vers la BPI. Cela peut être tentant, mais ce n'est pas le but. La BPI n'est pas chargée de faire une politique industrielle, elle est là pour faire que dans les grandes priorités que nous avons tracées, elle puisse offrir aux entreprises des financements.

La condition, c'est la rapidité, c'est la simplicité, notamment dans les rapports avec les autres partenaires, notamment régionaux et c'est l'efficacité. Un mot a été utilisé par l'un d'entre vous, je pense qu'il est le bon, c'est la confiance, c'est-à-dire que vous ayez confiance en ce partenaire. Voilà le but de ce déplacement, ici dans la Loire, département industriel, un des départements les plus industriels de France et qui montre encore toutes ses capacités de rebond, de réussite. C'est aussi de faire la démonstration qu'une politique de lutte contre le chômage passe par de multiples instruments. Il y a l'instrument des créations d'emploi pour les jeunes dans le secteur non marchand, ce qu'on appelle le secteur local, associatif ou public. Il y a ce qu'on peut faire sur l'incitation à l'embauche des jeunes et au maintien des seniors, le contrat de génération. Il y a un deuxième instrument qui est celui de la formation, c'est ce que nous avons constaté ce matin à Roanne : comment rapprocher les demandeurs d'emploi et les employeurs pour que ceux qui cherchent un travail puissent être formés vers ceux qui cherchent un travailleur ou une travailleuse.

Encore tout à l'heure, vous me disiez que dans votre propre entreprise, si vous pouviez embaucher davantage de jeunes sortant de écoles d'ingénieur ou d'universités, vous le feriez. Nous avons donc besoin de faire en sorte que, à tout moment c'est le sens du plan que nous avons proposé, « 30 000 formations pour 30 000 emplois » nous puissions orienter les jeunes vers les métiers de l'industrie.

Il y a la part vers l'apprentissage, nécessaire, et il y a aussi la part que nos universités, nos lieux de formation doivent consacrer à l'industrie. Si nous voulons être une Nation industrielle - et ici vous en êtes l'exemple - nous devons avoir des jeunes qui préparent des métiers qui seront industriels, avec des conditions de travail qui n'ont plus rien à voir avec ce que vous avez pu connaître dans une ville comme Saint-Etienne, ce qu'était le labeur, ce qu'était ce que l'on appelait la pénibilité, que l'on va traiter par ailleurs. Aujourd'hui, ce matin, à Roanne, les ouvriers étaient

sur des écrans de contrôle, ils étaient devenus automaticiens ou informaticiens.

Aujourd'hui, vos ingénieurs étaient sur des machines qui sont d'une technologie exceptionnelle, qui valorisent même l'intervention humaine avec ce lien permanent avec l'université sans laquelle il n'aurait pas été possible d'avoir ces retombées, d'où l'importance des pôles de compétitivité que nous voulons aussi soutenir.

Si nous voulons gagner la bataille pour l'emploi, il y a l'accompagnement des entreprises et faire en sorte que, au moment où et c'est cela une reprise un chef d'entreprise se pose la question : est-ce que j'investis maintenant ou plus tard ? Est-ce que j'embauche maintenant ou après ? Est-ce que je me lance ou j'attends ? Si c'est le premier mouvement qui l'emporte j'embauche, j'investis, j'avance la reprise sera là. Si c'est, « je ne sais pas », « plus tard », « peut-être », la reprise passera, mais elle passera à côté de nous. C'est pour cela qu'il est important d'avoir aussi des partenaires comme la BPI.

Je vous remercie.